

Pour l'intérêt général, pour des services et une fonction publique de progrès social :

Mobilisons-nous !

Le gouvernement vient de présenter son projet de loi de « transformation de la fonction publique ».

Ce projet est un outil de casse des services publics et de la Fonction publique :

- il démantèle le statut général des fonctionnaires, fondé sur les principes d'égalité, d'indépendance et de responsabilité, qui est avant tout une garantie pour les citoyens et citoyennes,
- il amplifie les situations de précarité et la flexibilité, notamment par le recours accru au non-titulariat,
- il introduit un dispositif de « rupture conventionnelle »,
- il assèche les compétences des organismes consultatifs des personnels qu'ils soient fonctionnaires ou agent·e·s non titulaires,
- il porte une attaque sans précédent contre les droits et garanties de l'ensemble des personnels.

Ce projet de loi intervient alors même qu'une importante exigence de développement et d'accès aux services publics de proximité résonne dans le territoire depuis plusieurs mois. Alors que le « grand débat national » censé y apporter des réponses se poursuit, la précipitation gouvernementale confirme que celui-ci n'est qu'une simple opération de communication.

De plus, ce projet de loi est aux antipodes des propositions et revendications portées depuis plusieurs mois par les organisations syndicales de la fonction publique comme par les agents et les usagers qui demande plus de services publics, plus de moyens pour assurer des missions de qualité, plus de personnels pour renforcer le lien social primordial.

Exigeons plus de moyens pour nos services publics et agissons, tous ensemble, pour plus de justice sociale et le progrès social :

- **chaque mardi** avec les « mardis de l'urgence sociale » qu'organise la CGT partout sur le territoire,
- **le 8 mars** à l'occasion de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes au travers de la campagne « 15h40 l'heure des comptes ! »,
- **le 19 mars** avec la journée nationale d'action interprofessionnelle unitaire par la grève et les manifestations à l'appel de la CGT, de FO, Solidaires et les organisations de jeunesse.

Montreuil, le 15 février 2019